

3/12/2020

Relocalisation d'activités en Ile-de-France en lien avec le Brexit

Confidentiel ne pas diffuser

1.	Un total de 369 projets identifiés en lien avec le Brexit représentant 9516 emplois	1
2.	L'Ile-de-France, un centre d'attraction pour de nombreuses fonctions dans le contexte du Brexit avec 4 997 emplois confirmés dans des secteurs diversifiés	2
a.	67% de projets gagnés dans le secteur financier	3
b.	L'Ile-de-France gagne des projets sur d'autres secteurs que la finance	4
3.	Autres impacts à venir possibles du Brexit	4
a.	Impact de l'épidémie de COVID19	4
b.	Secteur financier	4
c.	Industrie automobile	5
d.	Pharmacie	5
e.	Aéronautique	5
4.	Un guichet unique dédié aux investisseurs étrangers en Ile-de-France : 236 projets accompagnés en lien avec le Brexit	6
a.	Opportunités pour l'Ile-de-France	6
b.	Un plan d'actions en lien avec le Brexit	7
5.	A propos de cette étude : méthodologie et partenaires	7
6.	Comparaison avec d'autres études réalisées par des organismes qui effectuent un recensement des mouvements d'entreprises liés au Brexit	8

1. Un total de 369 projets identifiés en lien avec le Brexit représentant 9516 emplois

Notre méthodologie nous a permis d'identifier un **total de 369 projets** d'implantation, d'investissement ou de relocalisation d'équipes en lien avec le Brexit depuis le référendum du 23 juin 2016, **représentant 9516 emplois**.

Sur le total des 369 projets, les principaux secteurs concernés sont :

- **la finance** (47% des projets et 50% des emplois),
- **les autres activités de services et conseil** (14% des projets et 11% des emplois),
- **les services et contenus numériques** (13% des projets et 13% des emplois),

Secteur	Nombre d'entreprises	Perspectives d'emplois	Part des projets	Part des emplois
Aéronautique et Espace	4	40	1%	0%
Agro-alimentaire	8	117	2%	1%
Automobile et Mobilité	14	77	4%	1%
Autres (services et conseil)	53	1048	14%	11%
Commerce	11	250	3%	3%
Eco-activités et ville durable	20	722	5%	8%
Education	2	5	1%	0%
Hôtellerie, Tourisme, Restauration	3	110	1%	1%
Industries créatives	15	130	4%	1%
Optique et systèmes complexes	3	50	1%	1%
Santé et Biotechnologies	16	1037	4%	11%
Services et Contenus Numériques	47	1195	13%	13%
Services financiers	173	4735	47%	50%
Total général	369	9516	100%	100%

Les principaux pays d'origine des projets (maison-mère de l'entreprise) sont :

- **le Royaume-Uni** (46% des projets et 38% des emplois),
- **les Etats-Unis** (18% des projets et 27% des emplois)
- **le Japon, la France et la Chine** (11% des projets et 16% des emplois à eux trois cumulés)

Pays	Projets	Emplois	Part des projets	Part des emplois
Royaume-Uni	170	3639	46%	38%
Etats-Unis	66	2525	18%	27%
Japon	22	557	6%	6%
France	8	515	2%	5%
Chine	10	500	3%	5%
Suisse	4	423	1%	4%
Italie	7	295	2%	3%
Afrique du Sud	1	150	0%	2%
Europe	1	150	0%	2%
Singapour	10	107	3%	1%
Brésil	3	85	1%	1%
Irlande	6	55	2%	1%
Australie	6	52	2%	1%
Portugal	1	50	0%	1%
Turquie	3	44	1%	0%
Autres	51	369	14%	4%
Total général	369	9516	100%	100%

2. L'Ile-de-France, un centre d'attraction pour de nombreuses fonctions dans le contexte du Brexit avec 4 997 emplois confirmés dans des secteurs diversifiés

Les 369 projets ci-dessus se répartissent en 184 dont la décision pour l'Ile-de-France est prise, 133 toujours actifs et 52 abandonnés, perdus pour l'Ile-de-France ou dont l'entreprise a cessé ses activités. Le détail dans le tableau ci-dessous :

Statut des projets	Nombre d'entreprises	Perspectives d'emplois
Décision prise	184	4997
Actif	133	2474
Abandonné / Perdu / Fermé	52	2045
Total général	369	9516

Voici comment se répartissent les projets dont la décision est prise pour l'Ile-de-France par secteurs et par nationalité de la maison-mère :

Sur le total des 184 projets dont la décision est prise pour l'Ile-de-France, les principaux secteurs concernés sont :

- **la finance** (63% des projets et 70% des emplois),
- **les autres activités de services et conseil** (14% des projets et 16% des emplois)

Secteurs	Nombre d'entreprises	Perspectives d'emplois	Part des projets	Part des emplois
Agro-alimentaire	3	82	2%	2%
Automobile et Mobilité	4	37	2%	1%
Autres (services et conseil)	25	784	14%	16%
Commerce	4	30	2%	1%
Eco-activités et ville durable	8	200	4%	4%
Hôtellerie, Tourisme, Restauration	1	10	1%	0%
Industries créatives	5	50	3%	1%
Optique et systèmes complexes	1	30	1%	1%
Santé et Biotechnologies	5	78	3%	2%
Services et Contenus Numériques	12	179	7%	4%
Services financiers	116	3517	63%	70%
Décisions prises	184	4997	100%	100%

Sur le total des 184 projets dont la décision est prise pour l'Ile-de-France, les principaux pays concernés sont :

- **le Royaume-Uni** (46% des projets et 22% des emplois),
- **les Etats-Unis** (22% des projets et 37% des emplois)
- **la France, la Suisse et la Chine** (10% des projets et 22% des emplois à eux trois cumulés)

Pays	Projets	Emplois	Part des projets	Part des emplois
Etats-Unis	40	1826	22%	37%
Royaume-Uni	85	1099	46%	22%
France	9	520	5%	10%
Suisse	3	323	2%	6%
Chine	5	295	3%	6%
Italie	5	275	3%	6%
Japon	9	165	5%	3%
Europe	1	150	1%	3%
Brésil	2	70	1%	1%
Singapour	3	61	2%	1%
Danemark	2	40	1%	1%
Australie	3	35	2%	1%
Turquie	2	34	1%	1%
Irlande	2	20	1%	0%
Arabie Saoudite	1	15	1%	0%
Autres	12	69	7%	1%
Décisions prises	184	4997	100%	100%

a. 67% de projets gagnés dans le secteur financier

Sur le total des projets identifiés, **173 concernent les services financiers représentant 4735 emplois. 67% de ces projets (74% des emplois) correspondent à une décision prise pour l'Ile-de-France**, soit 116 projets pour 3 517 emplois.

On notera la grande diversité des fonctions financières concernées : 28% de projets dans la gestion d'actifs, 25% des projets et 59% des emplois pour les banques, 14% des projets pour les fintechs, 10% des projets pour les assurances et de nombreuses autres fonctions concernées (tableau ci-dessous). Ceci montre la polyvalence de Paris en tant que grande place financière européenne, capable d'accueillir des projets de fonctions variées. En effet, Paris va bientôt être la seule place financière globale en Europe, avec un spectre très large de services financiers qui gravitent autour des banques, assureurs et asset managers : cabinets d'audit, juridiques et fiscaux, cabinets de fusion acquisitions, métiers du titres, cabinets d'analyse financière, fintechs, sociétés de courtage, SSII, agences de notation, affacturage et recouvrement.

Spécialisation	Projets	Emplois	Part des projets	Part des emplois
Gestion d'actifs	33	360	28%	10%
Banque	29	2 082	25%	59%
Fintech	16	300	14%	9%
Autres	10	215	9%	6%
Assurances	12	212	10%	6%
Régulateur européen	1	150	1%	4%
Courtage	8	101	7%	3%
Conseil financier	7	97	6%	3%
Total des décisions prises dans les services financiers	116	3 517	100%	100%

Selon M. Villeroy de Galhau, Gouverneur de la Banque de France, 150 Mds € d'actifs seront relocalisés en France d'ici fin 2020. Ce montant comprend le rapatriement d'actifs de groupes français en provenance de leurs succursales au Royaume-Uni et ceux des entités autorisées à assurer la continuité de leurs activités en France.

Voici le top 20 des projets (décisions prises) pour l'Ile-de-France dans la finance :

Spécialisation	Pays maison mère	Raison sociale
Banque	Etats-Unis	JP Morgan Chase
Banque	Etats-Unis	Bank of America
Banque	France	Société générale
Régulateur européen	Europe	Autorité Bancaire Européenne
Banque	Chine	Bank of China
Banque	Chine	ICBC Industrial and Commercial Bank of China
Banque	Etats-Unis	Goldman Sachs
Assurances	Italie	Assicurazioni Generali
Banque	Royaume-Uni	Barclays
Banque	France	BNP Paribas
Fintech	Royaume-Uni	Checkout
Banque	Etats-Unis	Morgan Stanley
Autres	France	Total
Banque	Brésil	Banco do Brasil
Autres	Etats-Unis	Bloomberg
Assurances	Etats-Unis	Chubb European Group
Fintech	Royaume-Uni	Ebury
Banque	Japon	Nomura
Banque	Royaume-Uni	Standard Chartered
Gestion d'actifs	Etats-Unis	Berkshire Hathaway

b. L'Ile-de-France gagne des projets sur d'autres secteurs que la finance

63% de l'ensemble des projets avec décision prise pour l'Ile-de-France concernent le secteur financier (correspondant à 70% des emplois). **Le secteur financier n'est pas le seul représenté dans les projets liés au Brexit en Ile-de-France.**

En effet, le Brexit est un sujet global de recomposition de l'attractivité des grandes métropoles européennes et pas seulement un sujet de transfert d'activités depuis Londres, ni un sujet lié uniquement au secteur financier. Dans ce contexte, l'Ile-de-France se positionne en leader non seulement sur des fonctions financières, mais aussi sur des fonctions telles que les centres de R&D, les sièges sociaux et les sites de production de nouvelle génération, à l'exemple du choix industriel fait par le groupe japonais Iris Ohyama, leader mondial de la plasturgie.

Hors du contexte du Brexit, Choose Paris Region accompagne 70 projets de plus de 40 emplois chacun, dont 12 unités de production industrielle, dans des secteurs variés : santé, automobile, aéronautique, mobilité. A terme, ces 12 projets pourraient générer 1 300 emplois. L'Ile-de-France intéresse de plus en plus les investisseurs qui y trouvent un écosystème complet, notamment en termes de recrutement.

3. Autres impacts à venir possibles du Brexit

a. Impact de l'épidémie de COVID19

Le contexte de l'épidémie de COVID19 retarde certains projets en freinant les mouvements de personnel et en permettant davantage de télétravail, mais cette situation devrait évoluer en 2021.

b. Secteur financier

Les régulateurs financiers des pays de l'UE se montrent pour l'instant assez compréhensifs, acceptant qu'un nombre minimal de salariés traverse la Manche. Dès 2021, ils pourraient durcir le ton et les grandes banques de la City devraient alors revoir leur stratégie et transférer davantage d'équipes dans l'Union Européenne.

c. Industrie automobile

Le secteur automobile représente le premier poste des exportations de biens industriels britanniques. Plusieurs annonces ont confirmé des fermetures d'usines ou des renoncements à de nouvelles chaînes de production au Royaume-Uni.

Honda	3500 emplois en jeu (fermeture de l'usine de Swindon, 2022)
Nissan	7000 emplois en jeu (usine de Sunderland)
Schaeffler	500 emplois en jeu (fermeture de 2 usines du Royaume-Uni)
Jaguar Land Rover	4500 emplois en jeu
Ford	1000 emplois en jeu

La chaîne logistique complexe se doit d'être particulièrement efficace dans une industrie très intégrée aux volumes importants et aux marges faibles. Un tarif douanier sur les automobiles s'appliquera à hauteur de 10%. C'est un signal fort pour les constructeurs de produire en UE.

Les équipements pour véhicules seraient exemptés de droits.

Au Royaume-Uni, 10% des effectifs actuels viennent de l'UE. On peut s'attendre à un impact sur la qualité si ces effectifs quittent le Royaume-Uni.

La fin de la coopération entre l'UE et le Royaume-Uni sur la régulation va pénaliser fortement les constructeurs qui sont au Royaume-Uni.

Dans ce contexte, Honda a annoncé la fermeture du site de Swindon en 2022 et Nissan qu'il ne produira pas le futur X Trail à Sunderland.

d. Pharmacie

Même si 3000 spécialités sont produites au Royaume-Uni, les industriels de la pharmacie ont anticipé depuis 2 ans : un no deal ne sera pas synonyme de rupture de stocks. Sanofi précise qu'il a exclu le Royaume-Uni de ses chaînes d'approvisionnement pour l'Europe. Les financements européens en R&D vont disparaître, probablement remplacés temporairement par des financements britanniques.

Le Royaume-Uni ne sera plus leader dans les essais cliniques qui sont le fruit d'une coopération européenne. Au sujet d'éventuels droits de douanes, rien n'est tranché. Le transfert de l'EMA (Agence Européenne du Médicament) de Londres à Amsterdam, plus la perspective d'un hard Brexit, a obligé les laboratoires à déplacer les procédures d'AMM (Autorisation de Mise sur le Marché) vers des filiales sur le continent. Il en est de même pour les essais cliniques.

e. Aéronautique

L'Agence Européenne de la Sécurité Aérienne (EASA) est responsable de la certification et de la régulation de l'industrie aéronautique en Europe. Sans accord sur l'adhésion du Royaume-Uni à l'EASA, les composants de l'aéronautiques ne seront plus certifiés. Une double certification aura un impact en termes de délai et de coût. 11% des effectifs de l'industrie aérospatiale du Royaume-Uni sont issus de l'UE. Une perte de talents est à craindre au Royaume-Uni. La perte des financements européens H2020 créera un manque à gagner. Les avions et pièces d'avions traversant la Manche ne sont pas taxés depuis un accord de 1980.

4. Un guichet unique dédié aux investisseurs étrangers en Ile-de-France : 236 projets accompagnés en lien avec le Brexit

Parmi les projets ci-dessus, l'agence a accompagné 236 projets représentant 5399 emplois, et parmi ceux-ci, la décision est prise pour 100 projets représentant 2792 emplois.

Choose Paris Region est l'agence de promotion et d'attractivité internationale de la région Ile-de-France. Elle travaille en partenariat avec tous les acteurs du territoire francilien pour offrir aux entreprises internationales un service d'accompagnement sur mesure. Choose Paris Region est un catalyseur d'affaires et d'innovation qui accompagne les entreprises internationales dans leur développement en Ile-de-France. L'agence conjugue son expertise du marché avec son important réseau local pour aider les entreprises internationales à construire des partenariats technologiques, à élaborer leur plan de développement en Ile-de-France, puis à concrétiser leur implantation locale. Avec son équipe de 80 collaborateurs en Europe, aux Etats-Unis et en Chine, l'agence accompagne chaque année un millier d'entreprises internationales qui cherchent à accélérer leur développement dans la première région d'Europe, et contribue ainsi à faire de l'Ile-de-France l'une des plus grandes régions au monde en termes d'activité économique et d'innovation.

Choose Paris Region a développé pour les équipes RH des entreprises et les impatriés un service d'accompagnement gratuit pour faciliter leur arrivée et installation en Ile-de-France. Cela inclut l'aide à la recherche d'un logement, de l'école pour les enfants, des conseils pour la recherche d'emploi du conjoint, et un soutien à l'ensemble des démarches administratives nécessaires : obtention du visa, échange du permis de conduire étranger, affiliation au régime de sécurité sociale, ouverture du compte en banque, etc.

Choose Paris Region va exploiter les opportunités liées au Brexit et poursuivre ses actions de prospection ciblées en 2021, et ce à la fois sur le secteur financier mais aussi sur des fonctions industrielles et de R&D.

a. Opportunités pour l'Ile-de-France

Opportunités dans le secteur financier

Le problème de passeport européen se pose pour des milliers de sociétés implantées au Royaume-Uni, parmi lesquelles nombre d'entreprises américaines. Le passeport européen permet à une entreprise d'exercer, dans toute l'UE, tout un ensemble d'activités financières. Les banques, les assurances, les sociétés de gestion d'actifs, les fonds d'investissement ainsi que les fintechs sont concernés par le passeport européen. Pour poursuivre leur activité sur le territoire de l'Union après le 1/1/2021, celles-ci doivent donc y établir une filiale véritablement capitalisée et employant un nombre suffisant de salariés.

Paris est la seule place financière globale en Europe, avec un spectre large de services financiers. Les gestionnaires d'actifs et les fintechs basés au Royaume Uni trouveront en Ile-de-France la clientèle pour se développer et un écosystème dynamique. La France est le premier marché en Union Européenne en gestion d'actifs (+4 000 milliards sous gestion), le premier en gestion ESG. 28 des Fortune 500 ont leur siège social en Ile-de-France et représentent une source de clients potentiels et de partenaires d'affaires. Le pôle de compétitivité Finance Innovation est une source d'opportunités pour les fintechs basées au Royaume-Uni : mise en relation avec des clients potentiels, soutien à l'innovation, recherche de financement.

Opportunités dans le secteur de la santé

Biothérapie et bioproduction, oncologie, et thérapie génique sont des segments en forte croissance. Les investisseurs internationaux bénéficient en Ile-de-France d'instituts de recherche de classe mondiale (Institut Curie, Gustave Roussy, Institut Pasteur, INSERM, INRIA, etc.). L'Ile-de-France est la première région pour les essais cliniques en cours. Les hôpitaux et les institutions académiques recherchent activement des collaborations avec des sociétés innovantes internationales. L'Institut Curie développe la recherche et le traitement du cancer. Des accords de partenariats de R&D sont envisageables en rentrant en contact avec son bureau de transfert de technologies. L'Institut Curie a mis à disposition de ses chercheurs des plateformes technologiques d'imagerie scientifique, de génomique, de protéomique et de bioinformatique qui devraient participer à améliorer le diagnostic, le traitement des cancers et le suivi des patients. Genopole est le bioparc leader accompagnant les projets en génomique et biothérapie. Cancer Campus est devenu un site de référence pour l'innovation en cancérologie et un lieu privilégié pour l'accueil d'entreprises en oncologie. Le pôle de compétitivité santé, Medicen Paris Region, fort de 480 membres, anime et catalyse un écosystème représentant plus de 50% des sciences de la vie en France.

Opportunités dans la mobilité

Le segment de l'électrification des véhicules est très dynamique. A cet égard, l'Ile-de-France est considérée comme la région la plus attractive d'Europe en recherche sur la prochaine génération de batteries électriques : nous disposons d'un vivier important de docteurs et d'ingénieurs en électrochimie réputés issus d'écoles doctorales et de laboratoires du plateau de Saclay.

b. Un plan d'actions en lien avec le Brexit

En lien avec le Brexit, Choose Paris Region va coordonner un certain nombre d'actions en lien avec ses partenaires publics et privés du territoire. En voici ci-dessous un certain nombre :

Services financiers :

- une action de prospection auprès des gestionnaires d'actifs présents à Londres, en visant 100 assets managers non présents en France et présents dans le TOP 400 mondial ;
- une mission de prospection sur le salon IPEM (International Private Equity Market) les 2 et 3 mars 2021, qui devrait se tenir à Cannes ;
- une mission de prospection sur le salon online Finovate Europe Digital (23/3/2021), en ciblant les entreprises britanniques et les directions Europe basées à Londres.

Santé :

- une action de prospection auprès des acteurs : biothérapie et bioproduction, oncologie, et thérapie génique, en ciblant les entreprises britanniques et les directions Europe basées au Royaume-Uni.

Mobilité :

- une prospection des directions générales des filiales françaises des constructeurs automobiles installés au Royaume-Uni ;
- une prospection auprès des producteurs de batteries de nouvelle génération pour présenter l'offre en R&D et en production ;
- une prospection auprès des nouveaux entrants, le Top 20 des constructeurs mondiaux de véhicules électriques non présents en Ile-de-France.

Des actions digitales ciblées sont également prévues :

- une campagne LinkedIn sur la régulation financière plus stricte en lien avec l'Ambassade de France à Londres ciblant les responsables conformité secteur financier basés à Londres ;
- une campagne LinkedIn sur les talents dans la finance (s'appuyant sur l'outil Talent insights de LinkedIn) avec pour cible les asset managers basés à Londres ;
- un webinar ciblé sur les fintechs basées à Londres ;
- un webinar ciblé sur les asset managers basés à Londres ;
- un partenariat de diffusion de contenu et d'informations est envisagé avec le Financial Times.

5. A propos de cette étude : méthodologie et partenaires

Les typologies de projets retenus sont les suivantes :

- Accompagné : projet accompagné par l'agence Choose Paris Region
- Décision prise : la décision d'implantation, d'investissement ou de relocalisation est prise de manière ferme : le dirigeant a choisi l'Ile-de-France, le projet a été réalisé ou est en cours de réalisation.
- Actif : le projet est identifié mais sans décision ferme du dirigeant. Le projet est encore en concurrence avec d'autres sites.
- Perdu, abandonné ou fermé : le projet a été abandonné par l'entreprise ou une autre région a été préférée à l'Ile-de-France ou l'entreprise a cessé ses activités

Voici les raisons à l'origine du projet exprimées par les investisseurs dans les projets accompagnés et identifiés comme étant liés au Brexit :

- La perte du passeport européen dans les services financiers.
- L'entreprise exprime une crainte concernant les procédures visa et la libre circulation de ses salariés

- L'un des dirigeants est d'origine française ;
- L'entreprise exprime une crainte concernant la hausse des droits de douane ;
- L'entreprise exprime des craintes concernant la logistique
- L'entreprise souhaite continuer à bénéficier des aides européennes.





Les chiffres de cette étude peuvent être minorés car le contexte du Brexit peut conduire à privilégier l'Ile-de-France à Londres pour de nouvelles embauches sans faire nécessairement l'objet d'annonces dans la presse ; par ailleurs, le Brexit conduisant à une appréciation de l'attractivité de Paris par rapport à d'autres capitales et notamment Londres, certains projets peuvent choisir Paris dans le contexte actuel du Brexit alors qu'ils ne l'auraient pas fait auparavant, sans que pour autant nous n'ayons identifié dans cette étude que c'est un projet lié au Brexit.

Nous remercions les partenaires qui ont contribué avec nous à cette étude : Paris Europlace, Business France Invest, le Service économique de l'Ambassade de France à Londres, la mission Noyer aux investissements financiers internationaux et les régulateurs : ACPR et AMF.

6. Comparaison avec d'autres études réalisées par des organismes qui effectuent un recensement des mouvements d'entreprises liés au Brexit

Plusieurs cabinets de conseil identifient l'impact du BREXIT dans le secteur financier et autres secteurs dans différentes études : Brexit Tracker (EY), Under Pressure (Knight Frank) ou encore News Financial. Néanmoins, comme vu ci-dessus de nombreux autres secteurs sont impactés en termes de relocalisation et d'investissements étrangers, et l'Ile-de-France en tant que grande puissance économique diversifiée, bénéficie à plein de ces investissements variés dans différents secteurs.

Ci-dessous une comparaison plus globale des chiffres selon diverses études :

Organisme				
Intitulés de(s) études	Bilan Suivi du Brexit en Ile-de-France, 11/2020	Brexit Under Pressure #3, 03/2020	An update on 'Brexit & the City – The impact so far', 10/2019	Brexit Tracker, 10/2020
Périmètre de l'analyse	Déclarations publiques et projets d'implantation, d'extension ou de relocalisation d'équipes en Ile-de-France en lien avec le Brexit, tous secteurs confondus	Entreprises qui quittent ou relocalisent des salariés depuis le Royaume-Uni vers les principales capitales européennes en raison du Brexit. Tous secteurs confondus	Entreprises du secteur bancaire et financier britannique qui délocalisent une partie de leurs activités, déplacent une partie de leur personnel ou créent de nouvelles entités dans l'Union Européenne en raison du Brexit	Déclarations publiques faites par 222 des plus grandes sociétés de services financiers ayant des activités importantes au Royaume-Uni (banques universelles, banques d'investissement, sociétés de courtage, gestionnaires de fortune et d'actifs, banques de détail, sociétés de capital-investissement, assureurs et courtiers d'assurance, et Fintech)
Secteurs Traités	Services financiers Autres secteurs	Services financiers Autres secteurs	Services financiers Autres secteurs	Services financiers Autres secteurs
Périmètre géographique	Ile-de-France	Europe	Europe	Europe
Nombre d'entreprises total	369	530	332	222
Nombre d'entreprises : Services financiers / Autres secteurs	173 196	337 193	332	222
Nombre d'entreprises dont la décision est prise pour l'Ile-de-France	116 68	82	69	20
Nombre d'emplois estimés total	9516		5 000	7500
Nombre d'emplois estimés Ile-de-France	4 735 4 781	3500		
Classement des principales localisations pour les mouvements d'entreprises liés au Brexit (décision prise)	• Ile-de-France : 184	• Dublin : 117 • Paris : 82 • Luxembourg : 78 • Amsterdam : 64	• Dublin : 115 • Luxembourg : 71 • Paris : 69 • Francfort : 45	• Dublin : 34 • Luxembourg : 26 • Francfort : 23 • Paris : 20